

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France: Pour la vente au n.º: *Librairie du Travail* 17, rue de Sambre et Meuse, Paris Xº; ou: *Librairie Espagnole* 12, rue Gay Lussac, Paris Vº.
Pour les abonnements: Colette Audry 7 square de Port Royal, Paris XIIIº.
Chèque Postal n.º 1360-10.

Edition française bi-mensuelle
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16, Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France 0'50 fr.
Espagne 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. 5'00 fr.

SOMMAIRE

Guerre d'indépendance nationale ou révolution prolétarienne?— Vers la révolution prolétarienne ou vers une néo-république bourgeoise?— Les paysans dans la Révolution.— Résolution sur le problème politico-militaire du Parti, adoptée par la Conférence Militaire du P. O. U. M. à Lerida.— Un exemple de l'activité rétrograde de la petite-bourgeoisie. Les 58 décrets de la Généralité.— Manifeste de la C. N. T. - F. A. I.— Comité Central Amplifié de la «Jeu-nesse Communiste Ibérique»

Guerre d'indépendance nationale ou Révolution prolétarienne?

La petite-bourgeoisie espagnole, s'appuyant sur les éléments communistes orthodoxes du monde entier, s'efforce de présenter la guerre antifasciste comme une guerre d'indépendance nationale dans laquelle le peuple espagnol tout entier serait uniquement dressé contre des envahisseurs germaniques ou romains. Cet antifascisme, expression d'une funeste politique internationale, prend le caractère exclusif d'un antifascisme italo-germanophile. Sciemment ses propagateurs espagnols oublient que des généraux fascistes espagnols furent les initiateurs du soulèvement et qu'un mouvement fasciste espagnol domine par la terreur la moitié de l'Espagne. Ils dissimulent et veulent faire oublier que le triomphe antifasciste et révolutionnaire ne s'arrêtera pas à la défaite des mercenaires italiens et allemands, mais n'aura de cesse qu'il n'ait exterminé complètement le fascisme espagnol lui-même.

Nul n'oubliera que les républicains petits-bourgeois espagnols ont une responsabilité énorme dans la préparation et la réalisation du soulèvement du 19 juillet. Leur inaptitude et leur pusillanimité les ont déjà placés hors de la politique espagnole. Les prolétaires ne toléreront pas qu'ils ramènent le mouvement antifasciste vers une république bourgeoise. Ce sont les travailleurs qui par leur seule initiative ont vaincu le fascisme. Ce sont eux qui par leur organisation l'écraseront. Eux-seuls ont des droits à l'édification du nouveau régime de l'Espagne.

Le milicien avec son fusil, l'ouvrier avec son marteau, le paysan avec sa faux, luttent contre le fascisme espagnol et ses soutiens Hitler et Mussolini en même temps qu'ils combattent la bourgeoisie de leur propre pays. S'emparant des usines et de la terre, ils sont en train d'édifier la République Socialiste Ibérique. Aucune force nationale ou internationale ne les fera dévier du chemin qu'ils ont élu.

Vive la Révolution Espagnole!

Vers la Révolution Proletarienne ou vers une néo-république bourgeoise?

Il est indéniable que le mouvement révolutionnaire qui a soulevé l'Espagne au lendemain du soulèvement fasciste du 19 juillet a replacé au premier plan de l'action proletarienne la lutte révolutionnaire des travailleurs contre le capitalisme. La contre-offensive immédiate et violente du proletariat espagnol, dépassant les cadres de l'anti-fascisme à la mode petite-bourgeoise, a fait éclater dès la fin juillet les cadres de la République de 1931. L'abandon des usines par les capitalistes et la fuite des fascistes, dans les régions où la faillite de leur soulèvement était notoire, autant que l'initiative ouvrière ont placé l'Espagne — surtout ses régions où dominaient l'élément proletarien avancé — dans un état, **d'expoliation de facto du capitalisme national ou étranger**. Nous nous sommes efforcés au cours de la parution de la **Révolution Espagnole** de faire connaître les caractères de cette «prise en charge» des usines par la classe ouvrière, et la manière par laquelle les travailleurs ont assuré la direction des usines dépossédées. Il nous resterait à examiner à une autre occasion les difficultés qu'ils rencontrèrent et les erreurs qu'ils purent commettre.

En tout cas, la lutte révolutionnaire en Espagne a soulevé au sein du proletariat mondial les espoirs les plus grands de libération du travailleur de la griffe du capitalisme. La péninsule ibérique est devenue et reste le bastion avancé de la révolution proletarienne mondiale. La révolution triomphante sur ce territoire sera la première étape de la marche en avant de la classe ouvrière de tous les pays. Au bout de près de vingt ans de défaites successives dans le monde entier, le proletariat recouvrerait ses forces et se lancerait, de nouveau à l'assaut du pouvoir. La révolution espagnole doit-elle décevoir les espoirs qui ont été fondés en elle ou bien arrivera-t-elle à terme?

C'est la question que tous nos camarades doivent aujourd'hui se poser. Car la réponse qui lui sera donnée ne dépend pas que de la lutte héroïque des proletaires ibériques, mais aussi, et dans une mesure non moins grande, de l'appui qu'ils recevront de la part des travailleurs des autres pays.

Après sept mois de lutte, l'Espagne anti-fasciste en est à la croisée des chemins. La cohabitation pendant cette longue période de l'antifascisme le plus primitif comme le plus petit-bourgeois, avec les désirs proletariens de prise du pouvoir fut possible, nous avons eu souvent l'occasion de l'expliquer, grâce à la guerre contre le fascisme espagnol et étranger, et seulement grâce à cela. Mais aujourd'hui, même la conduite de la guerre oblige à décider le chemin qui sera emprunté. C'est pourquoi l'Espagne «gouvernementale» est placée dans une position d'équilibre instable qui tôt ou tard doit se résoudre par le recul ou l'avance.

Au début du mouvement insurrectionnel, les ouvriers, étant les seuls à mener la lutte armée contre le fascisme, se sont acquis des droits à la direction politique du mouvement anti-fasciste et ils surent les utiliser, comme nous le savons. Nul ne vint leur contester à cette époque leur droit à la gestion publique. Les petits-bourgeois atterrés durent assister impuissant et muets à l'écroulement de leurs derniers espoirs en une république capitaliste à direction petite-bourgeoise. Ils subirent, acceptèrent et plus tard même vantèrent la politique de gestion proletarienne.

Ce n'était évidemment qu'un jeu. Ils n'ont pas renoncé à leur déposition. Si leurs troupes se sont déplacées — les unes rejoignant les rangs révolutionnaires, les autres se dissimulant sous l'étiquette communo-réformiste — les chefs de la petite-bourgeoisie ont gardé toute leur rouerie. Rompus aux manoeuvres de la politique républicaine, et grandis par la disparition du capitalisme monopolisateur, ils attendirent leur heure.

Toute révolution et toute guerre connaissent des périodes pleines de difficultés et l'Espagne vit la révolution et la guerre. Le blocus économique a été la principale cause de ces difficultés. Car on ne doit pas ignorer que les puissances «démocratiques», non seulement ont dénié le droit aux espagnols d'acheter des armes à l'étranger, mais que plus encore elles ont rompu toute

relation économique normale avec les industries espagnoles. La division de l'Espagne en deux camps antagonistes a, de plus, supprimé une grande part des marchés industriels, aboli l'utilité de certaines productions et réduit considérablement les possibilités d'approvisionnement alimentaire ou industriel. Les pré-occupations actuelles de l'Espagne antifasciste, autant qu'à la conduite de la guerre, se portent sur le ravitaillement de la population et sur la continuité de la production des usines. Dans une période agitée comme celle qu'elle connaît, ces difficultés ne sont pas sans provoquer des remous et des conflits.

... dont la bourgeoisie «anti-fasciste» profite! On l'a vu ces derniers temps relever la tête. Cela s'est traduit par des attaques contre le POUM et le CNT, par des appels constants à l'obéissance aveugle à l'égard d'un gouvernement Caballero — sans pouvoir — gouvernement d'une République agonisante. Cela s'est traduit encore par l'interdiction de nouvelles expropriations de la bourgeoisie, et par l'opposition de barrières à toute mesure à caractère socialiste. Le mot d'ordre «gagner d'abord la guerre» est devenu le cri de ralliement de tous les contre-révolutionnaires, de tous les suppôts de la république bourgeoise. Celui qui prétend poursuivre la Révolution en même temps que la guerre soulève le cri d'orfraie de toute la gent réformiste.

Mais cette bourgeoisie aspirant au pouvoir rencontre deux obstacles dans sa tâche d'affaiblissement de l'oeuvre révolutionnaire. Le premier est qu'il est impossible de continuer la guerre sans fabriquer le matériel destiné à la soutenir. Et ce matériel ne peut être élaboré que par des usines fonctionnant à plein rendement. Et seuls les ouvriers, six mois de guerre civile l'ont démontré, sont capables d'installer et de mettre en route les fabrications dont la guerre a besoin. Poursuivre la guerre, c'est assurer la collectivisation et la socialisation des grandes entreprises industrielles. C'est de là que peut naître en Espagne le courant bourgeois d'acceptation, d'une suspension des hostilités contre le fascisme. Cesser de combattre le fascisme signifierait le retour à la démocratie bourgeoise.

Le deuxième obstacle opposé à la politique bourgeoise c'est le courant proletarien. Il existe, très fort numériquement et armé de ses aspirations révolutionnaires, en Catalogne surtout. Les proletaires de cette province ont en mains une forte industrie de guerre qui place le gouvernement central de la République dans un état de vassalité pour les besoins de la guerre. Les organisations révolutionnaires, d'autre part, la Centrale syndicale — la CNT —, le parti marxiste — le POUM —, ont vu croître considérablement leurs effectifs. Ces organisations attirent à elles les éléments combattifs du proletariat, ceux qui veulent en finir à jamais avec le capitalisme.

En six mois de lutte violente où les meilleurs des chefs proletariens sont tombés, les révolutionnaires, le POUM au premier chef, ont forgé l'instrument de leur victoire. Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, sans une concession au réformisme, méprisant les criminelles insultes que l'on déverse sur lui, poursuit sa voie de regroupement de l'élite proletarienne marxiste, collaborant en même temps avec les autres secteurs proletariens qui entreprennent les tâches révolutionnaires.

Que la petite-bourgeoisie conservatrice et contre-révolutionnaire reçoive l'appui des bourgeoisies françaises et anglaises cela ne fait pas de doute. Ce doit être une raison supplémentaire pour les proletaires de France et des autres pays capitalistes de soutenir la lutte de leurs frères révolutionnaires d'Espagne.

La péninsule ibérique est en ce moment un creuset dans lequel doit s'élaborer la nouvelle conscience révolutionnaire du proletariat mondial. «¡Hasta vencer o morir!», (Vaincre ou mourir!), est le cri de ralliement qu'a lancé le POUM. La classe ouvrière espagnole ne décevra pas les travailleurs des autres pays. A eux de se montrer solidaires de l'avant-garde espagnole, de soutenir par tous les moyens sa lutte jusqu'à obtention de la victoire: l'écrasement du fascisme et l'expropriation totale du capitalisme!

LES PAYSANS DANS LA REVOLUTION

Le problème agraire en Catalogne et en Espagne a été l'objet de plusieurs articles qui ont paru dans la «Révolution Espagnole». Ces articles commentaient, soit des décrets et des déclarations de la Généralité de Catalogne, soit des résolutions adoptées par le P. O. U. M. sur ce sujet. Nous reproduisons ci-dessous les déclarations que nous a faites notre camarade Armengol, du Secrétariat Central Agraire du P. O. U. M., au cours d'une entrevue que nous avons eue avec lui.

—Où en est actuellement le problème agraire en Catalogne et en Espagne?

—Le problème agraire dans la Péninsule prend différents aspects dont il faut tenir compte si l'on désire ne pas aboutir à un échec. En Andalousie, en Extramadure et en Nouvelle Castille, par exemple, se trouvent des exploitations de plusieurs milliers d'hectares, qui ont toujours appartenu à un seul propriétaire et sur lesquelles travaillaient des centaines de paysans qui, pour une journée de travail épuisant, touchaient un salaire dérisoire. Par contre, il y a d'autres régions comme la Catalogne, la Galice et le Levant où les terres sont réparties dans les mains d'une multitude de petits propriétaires.

Ce serait une faute, que de procéder à une distribution des terres entre les paysans dans les régions énumérées au début. Ce serait créer chez ces paysans qui, en qualité de journalier y ont travaillé jusqu'à maintenant le même égoïsme qui existe chez le paysan catalan, et si nous leur répartissions les terres pour qu'il les travaillent individuellement, nous n'accomplirions pas autre chose qu'un travail contraire au développement de la révolution. La meilleure solution est donc de continuer l'exploitation collective de ces terres tout en éliminant le propriétaire et supprimant ainsi l'exploitation dont ils étaient l'objet.

En revanche dans les lieux où, comme dans les régions citées antérieurement, les exploitations agricoles se composent de petites propriétés, nous devons tenir compte des facteurs déjà exposés et conseiller la redistribution des terres par les syndicats. Vouloir imposer la collectivisation sans tenir compte de la mentalité du paysan nous conduirait sans aucun doute à un échec. Cependant on ne doit pas cesser de prêter tout l'appui nécessaire aux essais d'exploitation collective qui se font par l'entremise des syndicats, pour autant d'ailleurs qu'ils donnent des résultats satisfaisants en augmentant la production. En même temps, il nous faut pousser le plus possible à la création de coopératives de consommation et de production par le moyen desquelles le paysan trouvera la possibilité de se libérer de son second ennemi: l'intermédiaire.

Les conceptions bourgeoises sur le problème paysan ont échoué carrément en Catalogne et dans le reste de l'Espagne. La Célèbre Réforme Agraire de même que la loi des Contrats de Culture, ont été dépassées par l'actuel courant révolutionnaire. Nulle part on n'a mis en pratique une seule des dispositions des lois adoptées par la République bourgeoise.

La classe ouvrière, seule, a le pouvoir de donner à ce problème une solution satisfaisante pour le paysan. La révolution socialiste en abolissant le système de la propriété privée, et en lui substituant la socialisation de tous les moyens de production, mettra dans les mains des travailleurs la direction de tout l'engrenage économique du pays, permettant à ceux-ci de construire la nouvelle économie sur des bases plus justes et plus humaines que celles de l'actuel système bourgeois.

En régime capitaliste nous avons vu des provinces entières mener une existence misérable, parce que le propriétaire des terres, au lieu de les faire produire, préférait les consacrer

comme terrains de chasse. Nous avons vu des masses de paysans se livrer à un travail épuisant pour un salaire dérisoire avec lequel ils pouvaient à peine mal vivre. Nous avons vu les taux de fermage monter d'une façon continue, maintenant le paysan dans son éternelle misère. Nous ne parlerons pas des crimes commis par la bourgeoisie sur le terrain industriel. Grèves forcées de la faim. Des millions d'hommes condamnés à l'inactivité, à ne pas pouvoir donner à manger à leurs enfants. Des milliers de sacs de café jetés à la mer, tandis que l'ouvrier ne peut même pas en consommer par suite de son prix toujours croissant. Des puits de pétrole non exploités tandis que le prolétariat meurt de froid dans ses mansardes. C'est ce à l'héritage du système capitaliste.

Une économie socialiste pourra seule faire disparaître cet horrible spectacle. Il faut abolir la propriété privée. Nous devons donner la terre aux paysans en même temps que nous devons lui donner les moyens de l'exploiter; nous formerons des techniciens capables de les orienter et d'améliorer leur système de culture. Le paysan, libéré de la tyrannie du propriétaire, certain que son effort sera récompensé, produira plus et mieux. Nous en finirons ainsi avec l'exploitation de l'homme, base du régime bourgeois, que protègent tous ceux qui défendent la consigne de la république démocratique, contre l'unique consigne juste: celle de la révolution socialiste.

—Quelles doivent être les relations entre le prolétariat et les travailleurs des champs?

—Elles doivent être cordiales; ils sont les deux bras du même corps social; c'est par la collaboration de tous les deux que nous pourrons construire le nouveau système social. Autrefois il existait entre eux une certaine rivalité, habilement fomentée par les politiciens bourgeois pour maintenir un divorce qui les aidait dans la tâche de l'exploitation de la classe ouvrière. Aujourd'hui cela n'est déjà plus possible, parce que le prolétariat s'est rendu compte que c'est seulement par une étroite collaboration entre les champs et la ville que sera possible l'affermissement du nouveau système que nous sommes en train de construire. Dans la guerre civile qui se déroule sur notre sol, le prolétariat des champs et celui de la ville luttent pour le même objectif: la destruction du vieux système capitaliste et la construction du nouvel ordre de choses basé sur une économie socialiste. Qui voudra s'opposer à leurs désirs sera abattu. Jamais plus, ils ne voudront retourner aux formules démocratiques bourgeoises dont ils gardent de douloureux souvenirs.



Décret fasciste

Le Journal officiel de la «Junta militaire fasciste de Burgos» a publié un décret qui ordonne: (Nous citons textuellement)

Un délai de 40 heures est fixé pendant lequel devront être brûlés tous les livres de caractère social de tendance anarchiste ou communiste.

La méthode nazi qui, dans le but de purifier la civilisation, consiste à brûler les oeuvres du génie humain représentant l'évolution de la pensée vers un stade supérieur de l'humanité, a lancé son édition espagnole.

Les provinces de l'Espagne qui ont le malheur de se trouver présentement sous la domination des représentants de l'ordre, de la famille et de la religion vont connaître de nouveau l'époque de la sainte Inquisition. Les matériaux combustibles ont enfin été trouvés pour l'inauguration sur les places publiques des premiers autodafés. Ces premiers matériaux sont les livres. Les fascistes brûlent les livres et assassinent les travailleurs.

Assassinat et barbarie. Inculture et crime.

Le fascisme espagnol ne diffère pas de ceux qui l'ont précédé.

Résolution sur le programme du parti, adoptée par le Comité Militaire du P. O. U. M.

1. La prolongation et les caractères propres de la guerre civile espagnole nous obligent, un peu plus chaque jour, à créer une armée prolétarienne, qui doit être une organisation disciplinée et cohérente, tout en respectant l'organisation des colonnes par les partis ou syndicats, comme l'on a fait depuis le commencement de l'insurrection. La nécessité fondamentale du commandement unique oblige également à la centralisation des forces pour leur donner la plus grande efficacité.

L'expérience nous a démontré qu'il est absolument nécessaire de renforcer la discipline et l'organisation pour affronter avec succès les événements survenant au cours de la guerre civile. Notre parti se rend parfaitement compte des caractéristiques de guerre moderne qu'à prises aujourd'hui la lutte en Espagne. En tant que parti révolutionnaire réaliste, nous nous sommes depuis le premier moment prononcé en faveur de la discipline et du commandement unique. Pour faire front aux armées mercenaires de Franco, aux allemands, aux italiens et aux portugais, il nous faut avant tout, créer une puissante armée prolétarienne, avec la plus grande discipline et dont l'organisation constitue un des principaux moyens d'action. Pour une armée parfaitement édifiée le P.O.U.M. n'a jamais caché son avis totalement favorable.

2. Le fait que le prolétariat, en conséquence de l'abandon de la défense des intérêts révolutionnaires par certains partis et organisations de la classe ouvrière, n'assume pas tout le pouvoir politique, place la partie des ouvriers la plus avancée politiquement, principalement notre parti, devant des tâches spéciales. L'armée qui sera créée, et dont nous sommes en principe les plus fervents partisans, ne sera politiquement que le reflet exact de la composition des gouvernements actuels, c'est à dire, sera basée sur le principe du front populaire, et par conséquent ne sera pas une armée de la classe ouvrière. Le fait de nommer des commissaires politiques, avec des fonctions peu définies, quoique désignés par des partis et des organisations ouvrières, n'est pas encore une garantie suffisante pour assurer l'orientation politique de la nouvelle armée. Le fait que quelques partis et organisations aient abandonné la défense de leurs principes traditionnels de classe pour se convertir en paladins de la démocratie bourgeoise, les met sur le même plan que les organisations petites-bourgeoises.

C'est donc à notre Parti et également à la F.A.I. que revient la besogne fondamentale d'orienter la nouvelle armée sur le chemin de la Révolution prolétarienne et du socialisme. C'est la tâche qu'ont à remplir tous nos militants, tous les miliciens de nos unités et les sympathisants de notre Parti.

3. Devant la conception générale et prédominante de constituer la nouvelle armée sur la base de grandes divisions, nous estimons, du point de vue de la tactique politique de notre Parti et des possibilités de notre influence sur la totalité de l'armée, comme un mauvais procédé celui de grouper tous nos militants d'une même ville ou région dans la même unité ou division. On peut faire une exception à cette règle, si nous pouvons monter une division entièrement sous notre direction politique et sous notre contrôle, avec le commandement entièrement nôtre, car dans ce cas nous avons la possibilité concrète de donner du prestige à notre Parti par l'action collective de notre division. Mais en général, nous devons partir de ce principe que l'objectif fondamental pour un parti révolutionnaire

Face aux attaques et aux le P. O. U. M. poursuit sa



Problème politico-militaire par la Conférence P. O. U. M. à Lerida

comme le P.O.U.M. est de doter l'armée d'un moral combattif et d'une conscience de classe ainsi que de l'influencer par nos consignes révolutionnaires. Cela impose au Parti des tâches extraordinaires dans l'organisation, afin de rendre plus intense et plus efficace le travail politique d'influence dans les couches ouvrières de la nouvelle armée «populaire».

4. A l'exception du cas où il y aurait la possibilité de constituer sous notre contrôle direct, et avec un commandement à nous, une division entière de la nouvelle armée, nos militants et sympathisants doivent être répartis entre les différentes unités. Cette distribution doit être faite d'une manière consciencieuse et intelligente, en tenant compte de la plus ou moins grande éducation politique des militants et sympathisants, et de leur plus ou moins grande qualité de propagandistes. Devant le développement de la Révolution et les périls qui la menacent par suite de la création de la nouvelle «armée populaire» dotée de l'esprit anti-fasciste démocratique, le rôle du P.O.U.M. consiste à donner à l'armée une conscience de classe qui donne l'assurance que la Révolution sera menée jusqu'au but.

5. Pour ces mêmes raisons, les comités militaires du P.O.U.M. qui, jusqu'à présent, avaient pour fonction immédiate de procéder au recrutement et à l'intendance des milices du Parti, devront dorénavant porter leur activité sur l'organisation du travail politique dans les rangs de «l'armée populaire». Ils devront donc, en vue de la diffusion des consignes du Parti, répartir les militants et sympathisants de manière que le rayonnement de nos idées soit le plus grand possible. Actuellement les milices du P.O.U.M. se trouvent uniquement sur les fronts d'Aragon et de Madrid, ne jouant aucun rôle politique parmi le reste des miliciens et des soldats. Une nouvelle distribution de nos militants et sympathisants dans toutes les unités permettra d'étendre l'influence de notre Parti sur les fronts du sud, où jusqu'à cette heure nous n'avons pas donné signe de vie.

La situation est maintenant essentiellement différente de ce qu'elle fut aux premiers jours de la révolution. Il ne s'agit plus simplement que nos miliciens s'en aillent pour le front, mais de réaliser une politique révolutionnaire intense dans la nouvelle armée.

6. Le Comité Exécutif du P.O.U.M. nommera un comité militaire de caractère national, qui aura pour mission fondamentale d'organiser le travail politico-révolutionnaire à l'intérieur de la nouvelle armée. Ce Comité militaire aura pour obligation de veiller à la répartition des membres ou des sympathisants du Parti, c'est à dire de constituer des cellules composées de membres du Parti ou de sympathisants sur tous les fronts, dans les casernes, les forces spéciales, les écoles de guerre, etc. Dans chacun des lieux où se trouvent des membres ou des sympathisants, on assurera la propagande des consignes du Parti. Dans chaque division doit exister un comité qui a pour but d'organiser le travail politique de chacune des unités. Ces Comités fourniront aux secrétaires de cellules d'unités, le matériel nécessaire pour le travail de propagande et l'exposition de notre idéologie révolutionnaire sur chacune des problèmes concrets qui sont posés. Le secrétaire du comité de chacune des divisions constituera, avec le Comité national, le plénum du Comité Central de notre organisation politico-militaire.

Réglement intérieur de la Caserne Lénine

Ces jours derniers a eu lieu à la Caserne Lénine de Barcelone une assemblée générale de tous les soldats du 3me Régiment d'infanterie. Plus de mille trois cent ouvriers mobilisés y assistaient.

Les Comités de compagnies s'étaient réunis antérieurement et s'étaient mis d'accord, pour présenter à l'assemblée un règlement disciplinaire. Après une ample discussion, le suivant règlement a été adopté:

Art. 1. Les appels journaliers auront lieu le premier à 8 h., le second à 15 h. 30. Le camarade qui, sans raison valable, sera porté absent sera puni de trois jours de corvées. Celles-ci seront désignées par le Comité de soldats.

Art. 2. Tous ceux qui n'accompliront pas leur service seront punis conformément à l'article premier.

Art. 3. Tout camarade qui jouera de l'argent, s'enivrera, ou se livrera à des actes immoraux, sera puni de six jours de travaux de terrassement.

Art. 4. Les camarades qui commettent des actes contre l'hygiène ou la propreté seront obligés de nettoyer ce qu'ils ont sali, et le fait sera rendu public devant la compagnie.

Art. 5. Les camarades qui, par négligence, contracteraient des maladies vénériennes, et qui ne le signaleraient pas au service sanitaire, seront punis et leurs noms rendus publics. Ceux dont le cas est chronique seront réformés.

Le présent règlement est applicable aux soldats comme aux officiers sans distinction de grade.

Un article additionnel signale que toutes les recrues ayant déserté de la caserne, seront recherchées par le Comité de soldats dont ils dépendent et après leur réintégration passeront devant le Comité, qui leurs appliquera les sanctions méritées par leur action contre-révolutionnaire.



agressions staliniennes, lutte pour la Révolution!

Un exemple de l'activité rétrograde de la bourgeoisie.

Les 58 décrets de la Généralité

Nous signalons par ailleurs les efforts qu'accomplissent les éléments anti-révolutionnaires en Espagne pour ramener l'évolution politique du pays dans la voie de la république bourgeoise. La petite bourgeoisie qui en Catalogne comme dans les autres provinces, fait front unique avec les staliniens, tente actuellement par un certain nombre de mesures gouvernementales de la Généralité de Catalogne de détruire ou de contre-carrer tout ce qui peut signifier une marche en avant de la Révolution espagnole.

Du 8 au 2 Janvier, le Premier Conseiller, Terradellas, qui détient, le portefeuille des Finances de la Généralité, a résidé à S'Agaro, élaborant 58 décrets qui constituent un monument d'activité contre la Révolution. Il n'en paraît rien à première vue, bien entendu, car l'habileté est la première qualité du petit bourgeois. Le motif présumé de chaque décret est la nécessité de revenir à une vie normale. Mais un examen plus approfondi de leur essence laisse apparaître les buts qu'on assigne à ces mesures législatives.

Ces décrets portent sur la réglementation des finances, le développement de la vie municipale, la défense de l'épargne, etc.... Jetons rapidement un regard sur l'ensemble.

Les décrets du n.° 1 au n.° 9 traitent de la réglementation des municipalités. Ils leur enlèvent tout le droit d'initiative indispensable dans une période révolutionnaire comme celle que nous traversons, ainsi que l'autonomie que leur concède la loi municipale de Catalogne datant de la république réformiste et le statut municipal du 8 mars 1924 époque de la dictature.

Les décrets 10 et 11 créent une Commission des responsabilités. En 1931 dans les premiers temps de la République on a créé d'innombrables commissions de responsabilités qui n'ont fait que servir de frein et ont rendu possible l'arrivée au pouvoir de la réaction.

Les décrets 12, 15 et 16 se réfèrent aux appropriations d'immeubles et de fonds. Il ne s'agit en vérité que de préparer la voie pour déloger les organisations ouvrières des locaux dont elles se sont emparés après le 19 Juillet et qui leur ont permis de faire un travail impossible avant, —y compris les deux premières années de républiques réformiste— parce que les républicains et les socialistes au pouvoir s'étaient beaucoup plus intéressés au maintien du sacro-saint droit de propriété privée, qu'à une évolution quelconque du prolétariat vers un avenir meilleur.

Nous pourrions même ajouter que ces décrets visent surtout à restituer à la bourgeoisie une source de revenu tarie aujourd'hui.

Le 13° et 14° décrets créent une Commission de réparations dont pour les juger nous ne pouvons mieux faire que d'extraire l'article 10. «Aurons droit à la réparation des dommages causés par la rébellion: a) tous les citoyens qui résidaient en Catalogne antérieurement au 19 Juillet 1936.»

Rien ne peut être plus clair.

Les décrets compris entre le n.° 17 et le n.° 29 inclus se réfèrent à la banque et à la bourse. Ils suppriment certaines commissions pour les remplacer par d'autres, mais en aucun cas ils ne parlent de la socialisation de la banque ni même seulement de nationalisation. On peut dire que la situation reste exactement la même sur ce point, c'est à dire un contrôle plus ou moins vague de l'état. On ne régle nullement ce problème qui est cependant un des plus importants, il semble qu'il ne s'agisse que de gagner du temps.

Les décrets 30 et 31 traitent de l'épargne, ceux du 32 au 34

de l'assistance sociale. Les 35° et 36° régissent l'organisation financière de la Généralité. Le 37° nomme un rapporteur pour étudier les problèmes concernant le commerce extérieur.

Les 38° et 39° créent l'impôt sur le chiffre d'affaire y compris sur celui que réalisent les coopératives et entreprises collectivisées ou contrôlées et cèdent aux municipalités une partie de l'impôt qui ne dépassera 20 %. Cet impôt la petite bourgeoisie (l'Esquerra) aura-t-elle du le faire adopter entre les années 1931 et 1934 quand elle avait tout pouvoir en Catalogne et non pas aujourd'hui ou les ouvriers ont organisés l'économie pour leur propre compte. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait avant? Probablement pour ne pas porter préjudice à la bourgeoisie. Pour quelle raison actuellement? Serait-ce pour faire obstacle à la nouvelle forme de l'économie?

Le décret n.° 40 crée un impôt exceptionnel sur les traitements des fonctionnaires. On y découvre la marque réactionnaire. Les fonctionnaires qui touchent de 6000 à 8000 pesetas annuellement se voient obligés de verser 10 % de leur salaire et au lieu d'établir une échelle progressive qui abaisse les gros salaires ou les ramenant simplement de 8000 à 10.000 pesetas, on établit un misérable 1 % pour chaque fraction de 2000 pesetas qui excède 8000. On ne cherche donc rien d'autre que de conserver les gros salaires des hauts fonctionnaires!

Le décret n.° 41 modifie la base d'imposition sur les richesses mobilières et immobilières.

Le décret n.° 42 établit un nouveau tarif pour le timbre d'enregistrement de la Généralité. Quand «l'Esquerra» gouvernait elle ne s'était jamais souciee d'imposer un droit de 500 pesetas pour la constitution d'une société commerciale bourgeoise. Aujourd'hui elle s'avise de le faire pour les entreprises collectivisées et ceci avec effet rétroactif. Pour son transfert d'entreprise privée en entreprise collectivisée une entreprise peut avoir à payer jusqu'à 3217,50 pesetas, et ce chiffre pour une entreprise de 50 à 100 ouvriers seulement. Il est clair que l'on veut mettre une entrave aux collectivisations.

Le décret n.° 43 crée un nouvel impôt sur les spectacles, abolissant celui que percevait jusqu'à maintenant les comités locaux pour la protection de l'enfance. C'est une nouvelle inmixtion dans la vie des municipalités.

Le 44° décret annule les sommes dues par les contribuables qui n'ont pas payé, sauf dans le cas où il est possible de se payer sur les comptes courants que les intéressés ont déposés dans les banques ou les caisses d'épargne. Excellente formule pour être appliquée par un gouvernement d'ouvriers et de paysans. Aux mains de la bourgeoisie que peut elle bien rendre?

Le décret n.° 45 est le plus impopulaire de tous. Il crée une taxe sur les appareils de radio ce qui pour beaucoup d'ouvriers supprime la possibilité d'utiliser cet instrument de culture et de distraction jusqu'ici accessible aux travailleurs les plus modestes.

Les décrets suivants traitent de l'organisation intérieure des différents services de la Généralité de Catalogne.

Comme on le voit ces décrets présupposent une volonté bien déterminée de bloquer l'élan révolutionnaire, de marquer nettement une concession à l'égard du gouvernement central de l'Espagne. La responsabilité en retombera sur l'ensemble des Conseillers qui ont accepté et proposé des mesures aussi impopulaires. Leur application en sera probablement très difficile. Ces mesures marquent en tout cas un pas vers le retour à la propriété capitaliste et à la défense de la bourgeoisie, que les organisations révolutionnaires devront arrêter.

MANIFESTE DE LA C. N. T. - F. A. I.

LA REVOLUTION ET LA GUERRE SONT INSEPARABLES

Les milliers de combattants prolétariens qui se battent sur les différents champs de bataille, ne luttent pas pour la «République démocratique». Ce sont des prolétaires révolutionnaires qui ont pris les armes pour faire la révolution. Proposer son avènement pour après la guerre, c'est amoindrir considérablement les forces combattives du prolétariat. Prétendre retourner à la situation antérieure au 19 Juillet serait trahir vilement les militants ouvriers tombés héroïquement dans les rues et sur les champs de bataille de l'Espagne.

Les ouvriers révolutionnaires ont toujours considéré la démocratie comme une des formes que prend l'état bourgeois pour contenir les désirs de liberté du prolétariat. C'est dans ce sens qu'on a fait la critique la plus acerbe de la théorie réformiste du «moindre mal».

La bourgeoisie ne se dispense pas volontairement de la mascarade démocratique. Elle peut y être obligée par les contradictions internes du régime capitaliste et à cause de la pression directe des masses radicalisées. Elle recourt à la dictature déclarée, c'est à dire au fascisme, comme remède héroïque, comme arme politique contondante contre les organisations directrices du prolétariat révolutionnaire. C'est pourquoi il est nécessaire d'en finir immédiatement avec les illusions démocratiques des travailleurs. La démocratie ne donne, ni ne peut donner rien. La bourgeoisie la fit à son image et il est utopique de prétendre qu'elle puisse servir à des fins différentes de celles pour lesquelles elle fut créée.

Aussi, malgré Ossorio y Gallardo et autres chantres énamourés du libéralisme bourgeois, le dilemme est: fascisme ou révolution. Il n'y a pas de solutions intermédiaires. Les incertitudes, les doutes, les résolutions et contre-résolutions de certains partis qui se disent révolutionnaires ne favorisent et ne peuvent favoriser que l'ennemi.

Au contraire, si nous voulons exalter l'âme de nos combattants et injecter l'enthousiasme révolutionnaire aux masses anti-fascistes, il nous faut avec fermeté donner toute son impulsion à la révolution, liquider les derniers restes de la démocratie bourgeoise, socialiser l'industrie et l'agriculture en même temps que nous créons les organes directeurs de la nouvelle situation, en conformité avec les buts révolutionnaires du prolétariat.

Nous ne combattons pas, qu'on l'entende bien, pour le triomphe de la République démocratique; nous combattons pour le triomphe de la Révolution prolétarienne. Aujourd'hui la Révolution et la guerre en Espagne sont inséparables. Tout ce qui se fait dans un sens différent n'est que du charlatanisme réformiste.

Retourner à la République du 14 Avril ce serait donner à la bourgeoisie de nouvelles possibilités de nous attaquer.

Et c'est à quoi ne peuvent consentir ceux qui aiment véritablement la cause de la liberté.

Office de propagande C. N. T. - F. A. I.

ERRATUM

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs pour les erreurs de composition qui se sont produites dans notre article sur la «Municipalisation des immeubles de la ville de Badalone», article paru dans notre dernier numéro.

Il faut lire aux articles 3, 4, 6 et 8.

Article 3) Aux actuels propriétaires d'immeubles, qui n'ont pas d'autres moyens d'existence que celui que leur procure leurs immeubles, il sera concédé par la ville, une rente qui ne devra pas excéder le salaire moyen d'un ouvrier. Si les propriétaires travaillent ou ont d'autres sources de revenu, ils auront seulement l'usufruit de la maison dans laquelle ils habitent, conformément à l'article précédent.

4) Pour calculer la rente dont il est question dans l'article précédent, on déduira de la dite rente le montant des impôts qu'ont à payer les anciens propriétaires plus 20 % pour frais de réparation et de conservation.

La rente dont il est question dans cet article subsistera seulement pendant la vie de celui qui jusqu'à présent en était le propriétaire et reviendra ensuite définitivement à la ville.

Le salaire moyen d'un ouvrier est évalué à 450 pesetas par mois.

6) Les contributions, impôts de la Généralité et de l'Etat qui pesent actuellement sur les immeubles urbains seront payés par la ville. Par contre les propriétaires d'un immeuble auquel a été concédé l'usufruit, continueront à payer les impôts de l'Etat, de la Généralité et ceux permanents ou provisoires que fixera la ville.

A l'article 8 il faut lire: Les locaux utilisés par les syndicats et les organisations politiques formant le front anti-fasciste paieront comme loyer une somme équivalente à 3 % de la valeur de l'édifice.....

Formation du nouveau Gouvernement de la province de Valence

Le nouveau Conseil du Gouvernement de la province de Valence a été composé avec la participation des organisations

suivantes: C. N. T. 5 membres — U. G. T. 5 — F. A. I. 1 — P. O. U. M. 1 — Républicains de Gauche 1 — Parti Valencien de Gauche 1 — Parti Socialiste 1 — Parti Syndicaliste 1 — Union Républicaine 1.

Le Parti Communiste et la Gauche Républicaine espagnole n'ont pas désigné leurs représentants et ont déclaré ne pas pouvoir accepter d'être représenté seulement par un délégué chacun.

La première réunion a été présidée par le Gouverneur. Les camarades Miro de la C. N. T. et Carbonero de l'U. G. T. ont été només respectivement président et vice-président, le camarade Sixto Rabinat du P. O. U. M. a été nommé secrétaire.

Formation du nouveau Gouvernement de la province de Castellon

Le nouveau Conseil du gouvernement de la Province de Castellon a été formé par 3 représentants de la C. N. T. — 3 de l'U. G. T. — et 1 représentant pour chacun des partis suivant: P. O. U. M., F. A. I., Parti Communiste, Parti Socialiste, Républicain de Gauche.

L'Activité de l'Editorial Marxista

L'Editorial Marxista bureau d'édition du P. O. U. M. a édité dernièrement les ouvrages suivants:

En langue catalane; El P. O. U. M. i la Collectivització d'Indústries i Comerços, par Oltra Pico.

En espagnol; El P. O. U. M. ante la revolución española, par le Comité Exécutif.—Péetrograd en péril, par Victor Serge.—Résolutions du Plénum du Comité Central du P. O. U. M.—El Ejército y el pueblo, par Zinoviev.—La revolución española de 1936 y la revolución a'emana de 1917-18, par Wolf Bertram.

Ces brochures dont le prix varie entre 0,50 et 1,00 peseta se sont vendus par dizaines de mille d'exemplaires et ont obtenu un gros succès.

COMITE CENTRAL AMPLIFIE DE LA "JEUNESSE COMMUNISTE IBERIQUE"

Les 29, 30 et 31 Janvier s'est tenu à Barcelone le Comité Central Amplifié de la Jeunesse Communiste Iberique, organisation des jeunes du P. O. U. M. Plus de 200 délégués venus de Catalogne, d'Aragon, du Levant et de Madrid représentaient l'élite de la jeunesse révolutionnaire d'Espagne.

Nous donnons ci-dessous un bref compte-rendu des résolutions adoptées.

Les jeunes ouvriers et paysans espagnols se trouvent devant de graves problèmes. Après la capitulation des jeunesses socialistes et communistes unifiées, qui réclament l'union avec les catholiques et les sympathisants fascistes ayant comme mot d'ordre: **Le Front de la Jeunesse**, il ne reste plus que deux organisations révolutionnaires des jeunes, les Jeunesses Libertaines et la J. C. I. dont le mot d'ordre doit être: **Front de la Jeunesse Ouvrière Révolutionnaire**.

La J. C. I. groupe en Catalogne plus de 10.000 membres. Ses miliciens combattent au nombre de 4.000 sur le front d'Aragon et de Madrid. Elle dispose d'un vaste réseau de presse qui diffuse ses mots d'ordre dans toutes les régions de l'Espagne ouvrière. Son organe central «**Juventud Comunista**» hebdomadaire tire à plus de 16.000, l'ensemble des publications atteint 40.000 exemplaires. Ces chiffres donnent une idée de l'importance de la J. C. I. et de l'influence qu'elle a acquise sur la masse ouvrière.

La J. C. I. demande la création d'une armée révolutionnaire sur la base de comités de soldats et non pas comme les réformistes le préconisent, la création d'une armée régulière.

La J. C. I. exige le maintien des organismes sortis spontanément de la classe ouvrière pendant les premiers jours de la lutte, c'est à dire les comités et les patrouilles de contrôle, com-

prenant des représentations des différents secteurs prolétariens, germes de la future démocratie ouvrière et unique garantie de l'ordre révolutionnaire.

La J. C. I. demande l'extention à toute l'Espagne de la loi adoptée par la Généralité de Catalogne sur la proposition de l'ancien conseiller à la Justice, notre camarade André Nin: Loi donnant les droits politiques, civils et juridiques aux jeunes travailleurs à partir de 18 ans.

La J. C. I. compte sur ses membres de la jeunesse paysanne pour créer dans les campagnes un état d'esprit favorable au travail collectif.

Les jeunes ouvriers sont appelés également à imposer les mots d'ordres révolutionnaires dans la domaine de la culture et à créer ainsi une véritable culture de classe. Ce sont eux qui, libre des vices du réformisme, doivent mener contre la culture bourgeoise la lutte la plus acharnée.

La J. C. I. a donné par les résolutions approuvées par son C. C. A. une preuve de plus de la compréhension de la révolution par les jeunes travailleurs et a démontré la manière dont ils entendent résoudre les problèmes spécifiques à la jeunesse.

Le C. C. A. s'est clos par un meeting au Grand Price à Barcelone, meeting qui a réuni des milliers de jeunes travailleurs et auquel prirent la parole les camarades: Pilar Santiago, Pallace, Rodríguez, Roc, Sanders au nom du Bureau international des Jeunesses Révolutionnaires et Solano secrétaire général de la J. C. I. Le meeting était présidé par Nin secrétaire général du P.O.U.M.

La J. C. I. est à l'avant-garde de la révolution espagnole. Elle a donné ses meilleurs militants à la révolution et continuera à les donner pour le triomphe de la révolution prolétarienne et socialiste.

